



Rêves et cauchemars de la junte

La classe moyenne chilienne, qui avait accueilli avec enthousiasme le putsch militaire du 11 septembre, n'a pas tardé à déchanter : au lieu de s'améliorer, la situation économique s'est détériorée à une cadence accélérée. Les couches sociales hostiles à la politique du président Allende n'avaient reculé, pour l'abattre, devant aucun procédé, et elles avaient notamment pratiqué sur grande échelle des spéculations et thésaurisations qui n'avaient pas peu contribué aux difficultés de l'Unité populaire. Pour les possédants et pour les privilégiés, le retour à la propriété privée signifiait automatiquement un essor de leur prospérité. Leur espoir est déçu par une inflation qui, pour certains produits, atteint 2 000 %, et par un ralentissement de la production.

Incapable de maîtriser l'évolution des prix, la junte ne s'estime pas moins en mesure de diriger un pays où, par les moyens de la dictature, elle supprime toute opposition sans pour autant parvenir à dominer le chaos économique qu'elle a elle-même créé. C'est essentiellement en cela que les militaires chiliens se distinguent des militaires brésiliens. Depuis un peu plus de dix ans, la dictature brésilienne a réussi à écraser les forces d'opposition et les mouvements « subversifs » mais, grâce à sa nombreuse population, à ses vastes ressources naturelles et à d'énormes investissements étrangers, elle a provoqué un illusoire « miracle » économique. Si celui-ci a un « secret », le Chili ne peut espérer en bénéficier : il ne dispose en effet que d'un marché intérieur très limité, et ses richesses

naturelles, en dehors du cuivre déjà exploité, ne sont pas suffisantes pour attirer d'importants investissements étrangers.

En désespoir de cause, la junte a décidé de mettre en vente des paquets d'actions d'entreprises appartenant au secteur d'Etat. Elle espère ainsi se procurer les devises étrangères qui, malgré le soutien des Etats-Unis, lui font cruellement défaut. Et le nouveau gouvernement constitué début juillet à Santiago, officiellement pour redresser la situation économique, n'a pas de chances de se trouver plus efficace que le précédent.

Ainsi les couches sociales qui, en septembre, acclamaient la junte, n'ont pas encore fini de sortir de leur rêve. Déjà déçues, elles entrent pourtant dans une ère de cauchemar marqué par tous les abus de la répression.

Contre les travailleurs
devenus des étrangers
dans leur propre pays

Un fascisme créole en quête d'idéologues

Par ARMAND MATTELART

nienne toute manifestation d'indiscipline ou d'anarchie. Il dépensera le pouvoir en évitant tout caudillesme étranger à notre idiosyncrasie... Et, pour parfaire ce premier rapprochement, citons un passage placé un peu plus bas dans la déclaration : « Le gouvernement nationaliste reconnaît et proclame comme valeur fondamentale de l'âme nationale... (entre autres) LA SOBRIÉTÉ ET L'AUSTERITÉ DE CEUX QUI COMMANDENT, symbole de nos meilleures traditions nationales. »

C'est encore à Portales que l'on doit la consolidation de la structure latifundiaire du pays puisqu'il rétablit la loi des « mayorazgos » (qui interdisait, en consacrant le droit d'aînesse, la division des terres), et c'est à son instigation que se créa, en 1838, la première organisation patronale : la Société nationale d'agriculture (S.N.A.) qui, cent cinquante ans plus tard, sera l'une des têtes de pont de la « ligne de masse » de la bourgeoisie chilienne contre les forces populaires. Une fois passé à la postérité, ce personnage historique qui voyait dans son pays l'« Angleterre du Pacifique » — source de tant de mythes entretenus subtilement par la culture dominante, brutalement interrompus un beau matin — devint pour ses partisans, au fur et à mesure que passaient les années, le symbole de l'idéal perdu et de l'utopie à restaurer.

Pendant la période du Chili populaire, Portales redevint, grâce à l'extrême droite nationaliste, le symbole de la patrie « qui transcende les individus, les partis et les idéologies », le juge suprême qui dicte sentence contre le marxisme, « idéologie étrangère », et le condamne « pour délit de haute trahison à la patrie ». Pour les corporations du patronat, du petit, du moyen et du grand commerce, des transports et des divers corps professionnels, il redevint ce « brillant commerçant qui forgea la République et qui signala au pays les grandes lignes de sa vie institutionnelle » (cinq pages du *Mercurio* lui furent consacrées ; le « Jour du Commerce » fut célébré avec une emphase sans précédent le 6 juin 1972).

Sous cette égide plus ou moins envahissante de Portales, comment s'organisent les divers groupes qui prétent leur concours d'idéologues à la junte ? Il faut remonter un peu plus loin pour expliquer ce qui se passe aujourd'hui. Sous le gouvernement de Frei (1964-1970), on assista à une certaine acceptation de l'affrontement de classes. Le réformisme démocrate-chrétien était déjà une dose trop forte pour cette bourgeoisie hégémonique qui jusqu'alors avait réussi à résorber les pressions des secteurs moyens et populaires, et qui, cependant, tout paradoxal que cela puisse paraître, n'avait pas pu présenter son propre candidat aux élections et dut négocier avec le candidat démocrate-chrétien. Sa résistance, au cours des six années de la présidence de Frei, s'opéra sur deux fronts en particulier :

— Le front agraire, où la réforme ne faisait pourtant appliquer que timidement les recommandations mo-

dernisatrices de l'Alliance pour le progrès, risquait cependant d'entamer dangereusement de puissants privilèges sous la pression croissante des paysans encadrés par les partis populaires ;

— Le front universitaire, où le mouvement étudiant, à partir de l'université catholique de Santiago, qui constituait le plus vieux fief académique de la bourgeoisie chilienne, inaugurait l'assaut contre les universités, occupait les locaux jusqu'à obtenir gain de cause en donnant le coup d'envoi à la réforme universitaire.

Pendant cette période donc, commencèrent à surgir dans les secteurs de la classe dominante des mouvements politiques d'un nouveau type, en même temps qu'on assistait à son ressassement idéologique.

En 1966, apparut le mouvement FIDUCIA fondé par de jeunes étudiants et professeurs de l'université catholique de Santiago, reliés originellement au parti conservateur (parti de caractère beaucoup plus cléricale que le parti libéral, d'esprit nettement encyclopédiste, avec lequel il fusionna, sous Frei, après plus de cent quarante ans de vie autonome, pour fonder le parti national) et fils d'une aristocratie agraire en décadence du fait qu'elle ne pouvait s'appuyer, à la grande différence de la bourgeoisie hégémonique présente dans tous les secteurs de l'activité économique, sur d'autres intérêts que ceux de la propriété terrienne. FIDUCIA était une organisation d'inspiration religieuse dont les militants s'identifiaient comme les « croisés de l'anticommunisme ». Leur écusson reproduisait l'effigie du croisé accompagné des images de la Vierge et du Sacré-Cœur. Jusqu'à l'élection d'Allende, cette organisation sera la

seule à rassembler des « professionnels de la contre-révolution ». Leur lutte contre le communisme se confondait, dans cette période précise du régime démocrate-chrétien, avec la lutte contre la doctrine qui inspirait ce régime, « affreuse mixture de christianisme et de communisme qui a introduit dans le catholicisme une confusion corrosive ». Avec l'appui de l'évêque de la ville de La Serena et de certains parlementaires (Monckeberg, Amunátegui), ce petit groupe fonde la Société chilienne de défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété (T.F.P.). Cette association est le calque de la société homologue, fondée au Brésil en 1960 par Plinio de Correa de Oliveira, théoricien fanatique de la lutte contre le marxisme et contre Goulart, et auteur de nombreux livres contre la réforme agraire, contre le contrôle des naissances, etc.

Vers la même époque, la T.F.P. brésilienne essaima d'ailleurs dans tout le continent, et en particulier en Argentine, en Uruguay et au Venezuela. Un peu plus tard elle le fit en Equateur, en Colombie, au Pérou et aux Etats-Unis. Le recensement de ses militants et sympathisants accuse un chiffre beaucoup plus élevé que celui de sa clientèle réelle. C'est ainsi que ce mouvement parlait de ses 280 000 militants et sympathisants en Argentine, 1 600 000 au Brésil et 120 000 au Chili, chiffre jamais atteint : 1 200 ou 1 500 militants fanatiques serait un nombre beaucoup plus proche de la réalité en ce qui concerne le Chili.

(Lire la suite page 8.)

(1) Pour une étude apologétique de Portales, cf. H. Sepúlveda, *El mito portaliano : clave de nuestro destino histórico*, Santiago, Chili, 1954.

La résurrection de Portales

Le général Pinochet donna lecture de la « Déclaration de principes » le 11 mars, date commémorative du putsch, dans l'édifice Diego Portales. Parmi les invités d'honneur, deux ex-présidents. Une absence significative : celle d'Eduardo Frei. Pinochet ne devait-il pas en effet accuser la démocratie chrétienne d'avoir, au même titre que les mouvements de la gauche populaire, contribué à la « décadence du pays » et à lui faire perdre son « caractère national » ? Il devait surenchérir en soulignant son caractère sectaire, l'origine étrangère de ses sources financières et idéologiques (l'avant par là même la junte de tout soupçon à ce sujet). Il ne s'agissait en fait que de l'aboutissement de la lutte sourde qui avait opposé les secteurs de la bourgeoisie hégémonique, la classe traditionnellement dominante, et ce parti des « classes moyennes », à partir du moment où celui-ci avait brigué le pouvoir. Lutte qui, pour des raisons tactiques d'union contre les forces marxistes, s'estompait pendant les trois années du régime populaire.

L'édifice même dans lequel le général Pinochet prononçait sa déclaration était un puissant symbole de cette rupture de trêve : on se rappellera en effet que, dès le soir du 11 septembre, avant de remplacer comme siège du nouveau gouvernement le palais de la Moneda brûlé et saccagé, cet édifice fut rebaptisé. D'« Edifice Gabriela-Mistral », du nom de la poétesse chilienne, prix Nobel de littérature, de filiation démocrate-chrétienne, il devint l'« Edifice Diego-Portales ». Dès le mois d'octobre, Pinochet consacrait la réalité de ce nouveau patronyme en se proclamant « inspiré par l'esprit portalien qui illumine cette salle ». La « Déclaration de principes » fait largement étalage des mêmes auspices. La résurrection de Diego Portales était donc aussi significative que l'absence de Frei.

campagnes de presse et de rumeurs. Les civils auxquels on doit ces confessions poussèrent le cynisme jusqu'à avouer que « la subversion contre Allende fut extraordinairement bon marché ; l'argent que nous envoyions du Brésil parcourait un long chemin sur le marché noir ».

A dix mois du coup d'Etat, cependant, les généraux chiliens ne semblent pas suivre exactement les sentiers tracés pendant la période insurrectionnelle de la bourgeoisie, qui leur prépara le 11 septembre. La première « Déclaration de principes » émise par la junte, au cours du mois de mars dernier, montre que le modèle de fascisme qu'ils entendent instaurer au Chili revendique une autre paternité que celle de la « Sorbonne », ou académie de guerre brésilienne, même si la taxonomie qu'ils emploient est parfois la même.

Avec quelle tradition « nationale » la junte prétend-elle renouer ? Quels sont ces idéologues du passé qu'elle déterre pour les appeler à la rescousse ? Quels sont les groupes d'aujourd'hui qui lui prêtent leur concours pour élaborer sa doctrine ? Et, pour cette dernière, à travers quelles méthodes de manipulation et d'endoctrinement pense-t-elle l'introduire dans la population ?

Qui est Diego Portales ? Les historiens de la classe dominante comparent le génie politique de ce fondateur de la République à celui de Napoléon ou de Bismarck. Et pourtant, si on devait le jumeler avec quelque autre personnage de l'histoire de ces latitudes, c'est Thiers qu'il faudrait évoquer. Après avoir obtenu des galons dans l'activité commerciale, fidèle représentant du parti conservateur, il devint premier ministre dans les années 1830. Il est notamment connu comme le « véritable fondateur de l'armée chilienne » ; celui qui en fit « le garant de la patrie » en juchant les traditions de caudillesme héritées des guerres d'Indépendance, en en faisant un corps professionnel et hiérarchisé (avant que le Prussien Körner, brillant officier de la guerre franco-prussienne, ne parachève cette tâche), en instaurant le service militaire obligatoire et en créant la fête nationale du 18 septembre « pour éveiller le sens patriotique des classes populaires » (1). C'est donc à son plus éminent supérieur dans le temps que Pinochet rendait ce jour-là un hommage à titre posthume.

La doctrine politique de Portales, contenue dans la Constitution de 1833 (qui consacre le suffrage censitaire et fait en outre de la religion catholique, apostolique et romaine, la religion d'Etat), réclamait un « gouvernement fort, centralisateur, dont les hommes seraient de véritables modèles de vertu et de patriotisme afin de remettre les citoyens sur le chemin de l'ordre et des vertus », un gouvernement impersonnel, non partisan, fort et austère. On retrouvera ces mêmes principes dans la déclaration prononcée le 11 mars 1974 par Pinochet : « En vertu de l'inspiration portalienne qui lui sert de guide, le gouvernement des forces armées et de l'ordre exercera avec énergie le principe d'autorité, se réservant le droit de sanctionner de façon draco-

(Suite de la page 7.)

Sous Frei, déjà, la T.F.P. brésilienne entame une collaboration, restreinte au plan idéologique, avec la T.F.P. chilienne. Pour le compte de la T.F.P. chilienne, un Brésilien, Fabio Vidigal Xavier da Silva, écrira par exemple un livre que le gouvernement démocrate-chrétien censurera et qui ne pourra circuler que de façon clandestine. Dans cet ouvrage intitulé *Frei, le Kerensky chilien*, ces organisations d'extrême droite chilienne et brésilienne critiquent avec apreté la politique agraire de Frei, la réforme constitutionnelle du droit de propriété privée, ainsi que la politique d'organisation communautaire du régime démocrate-chrétien. Frei, Kerensky chilien ou antichambre du communisme. A partir de septembre 1970, les croisades de la lutte idéologique se convertissent en croisades de la lutte armée et, avec le concours de leurs collègues brésiliens, favorisent et permettent la formation du front nationaliste Patrie et Liberté. La T.F.P. proprement dite se replia à Buenos-Aires, à Sao-Paulo et à Caracas, et dans cet exil continua son travail de saine idéologique.

Mais l'apport le plus important à la lutte contre la démocratie chrétienne d'abord et contre l'Unité populaire ensuite ne provint pas de ce groupe d'activistes. Il procéda d'une couche technocratique — étroitement liée au capitalisme monopoliste et dépendant — composée de prêtres intégristes, d'historiens hispanistes, de jeunes ingénieurs, économistes et sociologues formés pour la plupart aux Etats-Unis, et enfin de nombreux anciens fonctionnaires du gouvernement de Jorge Alessandri (1958-1964). Ce groupe s'agglutina autour des postulats doctrinaires d'une organisation semi-clandestine, aux bases tout aussi dogmatiquement cléricales que FIDUCIA, qui s'appelle l'Opus Dei.

C'est vers 1958 qu'un prêtre venant de l'université de Pampelune introduisit au Chili l'Opus Dei. Deux maisons de retraite furent très rapidement fondées, ainsi qu'une école d'agriculture, tandis que des hommes de paille permettaient d'investir dans certaines banques et entreprises du clan Edwards (propriétaire du *Mercurio*) et du clan Matte-Alessandri (de la famille de l'ex-président). En 1962, l'Opus Dei chilien était le principal bénéficiaire des fonds nord-américains canalisés à travers le Congrès pour la liberté de la culture, grâce auxquels il fonda diverses revues pour contrecarrer l'influence du centre d'études sociales établi par les Jésuites et réuni autour de leur revue *Mensaje*, organe d'expression des chrétiens rattachés à l'aile la plus progressiste de la démocratie chrétienne.

Dès 1949, l'Opus Dei s'était installé outre-Atlantique, au Mexique et aux Etats-Unis. En 1965, il arrivait au pouvoir en Argentine avec le général Juan Carlos Onganía. Vers 1966, pour parachever les bases latino-américaines de son « internationale intégriste », il s'installa en Colombie, au Pérou et au Venezuela, où il contrôle

de préférence les écoles universitaires et les mass media.

Dès le début de la réforme agraire démocrate-chrétienne, les technocrates de cet institut séculier prodiguèrent leurs conseils aux grands propriétaires fonciers réunis dans la Société nationale d'agriculture et les aidèrent à concevoir leur résistance au réformisme de la démocratie chrétienne en des termes plus séculiers que ceux qui leur étaient proposés par FIDUCIA. C'est à l'instigation de l'Opus Dei que commença à se constituer la doctrine « grémialiste », version créole et ravalée du vieux corporatisme fasciste. Sous Frei, ce corporatisme permit aux latifundiaires de redéfinir leurs organisations de classe et de camoufler la défense de leurs intérêts politiques en défense d'intérêts propres à la « profession d'agriculteur ». Dans le milieu universitaire, ce corporatisme permit également aux étudiants d'extrême droite de légitimer leurs positions réactionnaires, sous le couvert de la défense du « statut académique et scientifique », contre la politisation introduite selon eux par le mouvement de la réforme universitaire. Sous l'Unité populaire, le corporatisme servit, on le sait, d'épine dorsale à tout le mouvement de résistance des patrons, des commerçants, des camionneurs et des corps professionnels organisés par l'alliance entre la démocratie chrétienne et la droite traditionnelle (2).

Parmi ces membres de l'Opus Dei, quelques noms se détachent. Dans le domaine agraire, un personnage important fut Julio Philippi Izquierdo, chef de l'Opus Dei chilien, trois fois ministre sous Alessandri, juriste auteur de la loi de réforme agraire promulguée par Alessandri et révoquée par Frei, actuellement chargé par la junte de renégocier tous les contrats d'expropriation des mines de cuivre appartenant à la Kennecott et à l'Anaconda. Dans le domaine universitaire, on distingue Jaime Guzman, ancien membre de FIDUCIA et de Patrie et Liberté, un des leaders de la sédition contre Allende, chargé cinq jours après le coup d'Etat, avec d'autres membres de l'Opus Dei, de rédiger une nouvelle Constitution et un des auteurs de la « déclaration de principes » prononcée en mars dernier. A la formation du corporatisme universitaire participa également J.M. Ibañez Langlois, prêtre intégriste, formé à Madrid, aumônier général de l'Opus Dei au Chili, critique littéraire du *Mercurio*, journal dans lequel l'Opus Dei occupe des postes stratégiques. Gravité également autour de l'Opus Dei la plupart des économistes et sociologues qui conseillent le ministre de l'économie, M. Fernando Leniz, ex-président du conseil du *Mercurio*, et le président de la Banque centrale, le général Cano. Parmi eux, M. Emilio Sanfuentes, chroniqueur économique du *Mercurio*, membre du conseil de rédaction de la revue de l'Opus Dei ; S. de Castro, J. Villarzu, etc., tous sortis de l'université de Chicago, où ils furent les élèves de George Schulz, actuel secrétaire au trésor des Etats-Unis et ancien doyen de l'école d'économie de Chicago.

La droite démocrate-chrétienne et les syndicats

Sous Allende, l'Opus Dei se consacra surtout à la lutte idéologique. Il fonda, sans s'afficher publiquement, la revue *Que Pasa*, utilisa la chaîne de télévision de l'université catholique de Santiago et assura la planification des thèmes éditoriaux du *Mercurio*, sans interrompre, en accord avec Patrie et Liberté et FIDUCIA, son travail auprès des officiers supérieurs des forces armées, auxquels les unissent très souvent des liens familiaux. Le 4 mars 1972, lorsque la droite décida d'avoir recours au mouvement de masse pour renverser Allende en provoquant les militaires, quatre des principaux membres de l'Opus Dei étaient présents à cette réunion au cours de laquelle fut décidée la première grande grève patronale, celle d'octobre 1972.

Ces mouvements se sont développés en marge de l'essentiel de la hiérarchie ecclésiastique. Ils ont certes compté (et continuent de compter) sur l'appui de quelques évêques, mais l'épiscopat chilien a démontré, en son temps, qu'il était l'allié des partisans de la réforme agraire, et il a appuyé la réforme universitaire dans les universités qui relevaient de son autorité, et qui constituèrent précisément les premiers terrains de lutte à ce sujet. L'opposition entre la majorité de l'épiscopat et ces groupes minoritaires de catholiques fanatiques subsiste toujours (la récente déclaration des évêques, approuvée par 20 voix contre 4, s'explique parfaitement à la

Constitution. Pourquoi ? Ils ne le disent pas. Ils émettent des réserves sur la « déclaration de principes » de la junte, sans préciser en quoi elles consistent. Ils expriment les « craintes » que leur inspire la politique économique du gouvernement, sans expliquer comment elle devrait être (ou ne pas être). Dans un but pratique, on n'a que faire de ces observations vagues, qui sèment la confusion et qui réduisent, par leur manque de fondement solide, la portée de cette partie du document épiscopal où il est fait référence à des thèmes — comme celui des « droits de l'homme » — spécifiques à la mission de l'Eglise.

D'autre part, à la suite du revirement à droite de la démocratie chrétienne sous l'Unité populaire, certaines personnalités des secteurs les plus à droite de la démocratie chrétienne commencèrent à entrer en contact avec l'extrême droite cléricale. L'ancien ministre du travail sous Frei (qui eut alors la triste responsabilité du massacre des mineurs du Salvador en 1966), M. William Thayer, est un des cas les plus représentatifs. Recteur de l'université de Valdivia lors du coup d'Etat du 11 septembre, il fut le seul à qui la junte offrit de rester à son poste et qu'elle honora — avant de le nommer ambassadeur à l'UNESCO — en le chargeant de trouver « des mécanismes de participation » pour les ouvriers dans les entreprises. M. William

Thayer, de formation de syndicalistes que l'I.A.D.S.L. possède en Virginie. Son second, également formé à cette école, est président de la Confédération des travailleurs métallurgiques et est employé par la Standard Electric de l'I.T.T.

De leur propre aveu, les généraux chiliens n'étaient pas préparés à prendre le pouvoir. Ils s'émerveillaient par exemple des connaissances que possédaient les militaires péruviens en matière économique et sociale et, il n'y a pas plus de deux ans, ils reconnaissaient que la comparaison ne jouait pas en leur faveur. L'unique cours qui leur était donné à l'Ecole de guerre en matière de « sciences sociales » n'était-il pas un cours sur la sécurité nationale ?

S'ils possédaient de bons techniciens en matière de génie militaire et de télécommunications, ils étaient tout à fait dépourvus en ce qui concernait l'élaboration d'une doctrine politique. Une fois estompés les partis, le seul groupe à pouvoir jouer le rôle d'« intellectuel organique » de la junte ne pouvait être que l'Opus Dei, au moins comme noyau central autour duquel graviteraient d'autres formations, tout aussi admiratrices de Portales et de l'hispanité. Leur tour de force consista à avoir coulé les concepts portaliens hérités des

du Chili, cette piège, comme des étrangers eux aussi. Les ouvriers marxistes de l'Unité populaire étaient en effet d'une certaine façon étrangers par rapport à la paradoxale histoire oligarchique du Chili, qui, à vrai dire, ne fut brisée que deux fois, la première fois avec Balmaceda, la seconde avec Allende. » (4).

La société que veut instaurer la junte se présente comme le dépassement du dilemme capitalisme-communisme, thème que l'on retrouve invariablement dans toutes les idéologies qui s'articulent sur le fascisme. « Cette définition traduit une conception du bien commun qui diffère tout autant de celles que souscrivent l'individualisme libéral et le collectivisme totalitaire... La véritable idée du bien commun s'éloigne de ces deux extrêmes et les dépasse... La possibilité d'une société d'inspiration marxiste doit être refusée pour le Chili, étant donné son caractère totalitaire, destructeur de la personne humaine, qui contredit notre tradition chrétienne et hispanique. D'autre part, les sociétés développées de l'Occident, bien qu'elles offrent un visage autrement acceptable que la précédente, ont débouché sur un matérialisme qui étouffe l'homme et, du point de vue de l'esprit, le réduit à l'esclavage. »

toyens, de constituer une « cratie moderne ». Cette « démocratie moderne », qualifiée de « démocratie organique », terme emprunté franquiste, ne peut s'obtenir dépolitisant tous les organismes médiatiques entre l'individu et les corporations (gremios) caront la base de ce nouveau social, étant donné qu'elles tentent la prétendue restauration technique et l'expulsion par la politique. « Dans une société moderne, les corporations sont à l'ère les canaux de transmission technique, nécessaire pour permettre au gouvernement de prendre des décisions... Dans une société où les problèmes revêtent pour l'individu un caractère technique et de moins en moins politique, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idéologies d'ailleurs très chère à l'Opus qui permet à ses idéologues téger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en s'efforçant de l'alibi de la technocratie, la fonction de coopération technique ouvre une et ample perspective au corchilien. » Nous assistons « crépuscule des idé

En raison de la répression et de l'aggravation de la misère sociale

Une personnalité ecclésiastique chilienne nous adresse l'article ci-dessous :

CES derniers mois ont été marqués par l'affrontement entre la junte militaire et l'Eglise catholique. Ce conflit en reflète un autre : celui qui oppose la junte à la démocratie chrétienne. Il a des répercussions au sein de la hiérarchie catholique où il engendre des divisions politiques qui apparaissent au grand jour. Pour saisir le sens de ces événements, il convient de distinguer trois périodes :

— La première s'étend du 11 septembre à la fin de décembre : l'épiscopat légitime la junte et engage avec elle une collaboration prudente et réservée ;

— La seconde, de janvier à mars 1974, est marquée par les pressions que les évêques exercent sur les communautés chrétiennes, notamment les prêtres et les religieux qui se sont donné pour tâche la défense des persécutés ; elle correspond aussi à la rupture entre la junte et la démocratie chrétienne ;

— Enfin, la troisième période est caractérisée par un éloignement des évêques à l'égard de la junte ; le conflit est rendu public le jour où le cardinal Silva Henríquez, archevêque de Santiago, prononce l'homélie de Pâques.

L'Eglise chilienne a été l'une des rares institutions que le putsch militaire n'ait pas détruites. Par conséquent, municipalités, universités, écoles, partis politiques, syndicats, etc., tout fut submergé par la marée « rénovatrice » des militaires putschistes. L'Eglise, en tant qu'institution autonome à caractère religieux, a été davantage ménagée par une junte qui se déclare catholique et cherche une légitimation religieuse à son action politique. L'attitude de l'épiscopat national à l'égard du régime militaire qu'il reconnaît est plutôt prudente.

La première déclaration de l'épiscopat reconnaissant les erreurs de l'Unité populaire — ce qui lui permettait de se ranger du côté de la junte — et en même temps elle sollicitait modération pour les vaincus et respect pour ceux qui honnêtement avaient cru dans l'expérience de l'Unité populaire. Dès cet instant, le conflit se produisit : tous les moyens de communication étant engagés dans une campagne pour discréditer personnellement et moralement Salvador Allende, le cardinal demanda le respect pour celui « qui, il y a quelques jours encore, était président de la République ». Une telle attitude s'opposait objectivement aux désirs de la junte militaire, et cette déclaration ne fut pratiquement pas publiée... Les évêques, quant à eux, manifestèrent quelques jours plus tard leur intention de collaborer activement à la tâche de « reconstruction nationale » entreprise par le nouveau gouvernement. Ce qui revient à dire que l'Eglise n'aurait qu'avec précaution dans le jeu de la junte.

Par exemple, le 18 septembre, jour de la fête nationale, où est traditionnellement chanté un *Te Deum* solennel en la cathédrale de Santiago, en la présence du président de la République et des autorités, le cardinal refusa de célébrer cette cérémonie (certains évêques, en province, se plient, volontairement, aux désirs de la junte) et proposa une cérémonie d'« oraison pour la paix » dans une église de Santiago à laquelle assistèrent finalement les membres de la junte. Même si la différence entre les deux cérémonies est subtile, et bien que le cardinal ait déclaré que « l'Eglise reconnaît et sert le

gouvernement que le peuple se donne », les Chiliens ne furent pas dupes et n'y virent pas une légitimation sans réserve de la junte (1).

Un autre fait important et peu connu se produisit le même jour. L'épiscopat n'avait pas formellement condamné les « Chrétiens pour le socialisme », mouvement de prêtres et de laïcs opérant dans les milieux populaires et qui avaient rendu public leur engagement avec la gauche chilienne depuis le début de l'année 1971. En avril 1973, la conférence épiscopale avait décidé d'interdire aux prêtres et aux religieux de militer dans ce mouvement ; néanmoins, cette décision ne fut pas exécutée, sans doute pour ne pas indisposer le gouvernement de l'Unité populaire.

C'est seulement le 13 septembre, deux jours après le putsch, que les évêques décidèrent de mettre cette décision à exécution et de publier le document contre les « chrétiens socialistes », document préparé depuis de longs mois.

Le 7 octobre, le pape, dans une allocution dominicale, fit une brève allusion aux « tristes nouvelles sur la répression violente au Chili ». La junte réagit vivement et rendit visite au cardinal. Celui-ci profita de l'occasion pour obtenir de la junte certains avantages en faveur des persécutés politiques, mais à son tour il fit quelques concessions. Le cardinal reconnut dans une conférence de presse qu'il était préoccupé, au même titre que la junte, de l'image « défor-

Les réactions des communautés chrétiennes

DEPUIS le putsch, de nombreux prêtres, religieux et mouvements catholiques et protestants se sont donné pour tâche de sauver les dirigeants politiques et syndicaux, d'apporter leur aide aux détenus des stades, des prisons et des camps de concentration, ainsi qu'à leurs familles, ce qui comporte évidemment un certain risque personnel. L'Eglise, malgré les restrictions imposées par l'« état de guerre interne », se montra capable, plus que n'importe quelle autre institution, de réaliser un travail considérable pour la défense des droits humains bafoués. De plus, lorsque les licenciements se généralisèrent dans le pays, le pape, à la recherche de travail, se tourna désespérément vers elle. Le Comité pour la paix, à caractère œcuménique, présidé par l'évêque auxiliaire de Santiago, Mgr Fernando Azitzia Ruiz, recut toutes sortes de pétitions, y compris des dénonciations de tortures. Il se chargea aussi de la recherche des disparus, de la distribution des fonds étrangers pour créer des emplois artisanaux en faveur des chômeurs de plus en plus nombreux dans les banlieues des grandes villes. Evidemment, l'action de ce comité est une goutte d'eau dans un océan.

Cette action, réalisée par les curés, vicaires et autres chrétiens qui perçoivent plus clairement la répression et la souffrance des masses populaires, contribue à radicaliser ceux qui, parmi eux, étaient au début favorables à la junte. Ils ont eu une influence déterminante sur la conférence épiscopale qui s'est réunie en février. Les témoignages irréfutables de tortures, de violations de la loi et d'actes de répression ne pouvaient plus être ignorés. Les évêques se mirent d'accord pour envoyer une lettre à la junte, lui demandant de mettre fin à ses excès. Le résultat de cette démarche ne fut pas très satisfaisant et, dès lors, les premiers signes d'éloignement à l'égard de la junte s'amorcèrent.

Un autre fait va dans le même

sens : c'est l'évolution politique de la junte elle-même et sa rupture avec la démocratie chrétienne. Le 11 mars, six mois exactement après le putsch, le général Pinochet a rendu publique une « déclaration de principe » délimitant le cadre d'action de son gouvernement. Cette déclaration affirme s'inspirer d'une « conception chrétienne de l'homme et de la société ».

Mais aussi la junte s'attaque à la démocratie chrétienne et, par conséquent, aux évêques, qui en sont, dans leur grande majorité, des sympathisants. La décadence du Chili, affirme le document, a été engendrée puis alimentée par des « gouvernements partisans et sectaires, ainsi que par la prédominance de doctrines politiques d'origine étrangère qui ont fait perdre le sens de la nationalité et de ses objectifs ». Et il ajoute : « Les deux groupes politiques majoritaires du Chili, le marxisme et la démocratie chrétienne, étaient internationaux à de multiples égards ». A partir de janvier, la politique économique de la junte, sous la conduite de M. Leñiz, jusqu'à ce moment-là président du quotidien *El Mercurio*, appartenant au clan Edwards, lié aux compagnies multinationales, se précise en mettant ses atouts dans le développement du capital monopoliste aux dépens des capitalistes moyens, des employés, des classes moyennes de la population et, évidemment, des ouvriers dont les salaires se réduisent notablement en termes réels. Les évêques ne réagissent guère devant cette déclaration de principe sinon pour dire qu'ils sont satisfaits de l'inspiration chrétienne du gouvernement militaire même s'ils ne sont pas toujours d'accord avec la manière dont le document présente la doctrine chrétienne. En tout cas, les conditions d'un durcissement des relations sont réunies.

Le conflit, en effet, ne va pas tarder à se manifester, et l'enchaînement chronologique des événements

ments en précise bien la signification.

1) Dans son homélie de Pâques, le cardinal se plaint que les autorités n'écourent pas ses innombrables appels pour la défense des droits humains. Il prie pour « ceux qui sont persécutés, pour ceux qui souffrent en prison, pour ceux qui ont dû quitter le pays ». Cette déclaration intervient après une lettre signée par un très grand nombre de prêtres de Santiago lui demandant d'intervenir pour dénoncer les violations des droits humains. Elle constitue le premier avertissement public de l'Eglise à la junte. Celle-ci réagit en invoquant une prétendue menace de mort qui pèserait sur le prélat et elle lui impose une escorte policière.

2) Déclaration de l'épiscopat : quelques jours après, en avril, l'épiscopat proclame que l'Année sainte commencerait, au Chili, sous le « signe de la réconciliation ». Le document approuvé par la majorité des évêques (il n'y a pas eu d'unanimité) exprime aussi la préoccupation des évêques au sujet des prisonniers politiques, des pratiques arbitraires de la justice militaire, des tortures, etc. Il dénonce aussi la politique économique du gouvernement, qui défavorise surtout les travailleurs, et la réforme de l'éducation (3).

3) Conférence de presse du général Leigh, commandant en chef des forces aériennes et membre de la junte : il affirme qu'il ne veut pas polémiquer avec l'Eglise, mais que la déclaration de l'épiscopat « ne représentait pas l'opinion de tous les évêques ».

4) Le journal *El Mercurio* entre aussi dans le débat, avec plus de subtilité que le général Leigh. Il approuve entièrement le cardinal et les évêques, affirme qu'il y a des accusations qu'il faut préalablement prouver et que, si des erreurs ont été commises, on peut toujours les corriger. Le journal du clan Edwards fixe les grandes lignes de la politique de la junte : éviter toute querelle avec l'Eglise, car aucun gouvernement ne peut rester au pouvoir s'il n'a pas l'appui de cette puissante institution. Il souligne habilement les points d'accord existant entre l'Eglise et la junte ; sur ce fait, le cardinal part en voyage une seconde fois pour informer le pape et parcourir d'autres pays. Profitant de son absence, une certaine presse se déchaîne à nouveau contre lui.

5) Le 1^{er} mai, dans la cathédrale de Santiago, l'épiscopat appelle à célébrer le jour de la fête du travail. La JOC (Jeunesse ouvrière catholique) y participe. Une nombreuse assistance prie pour les ouvriers en prison, pour les martyrs de la classe ouvrière, pour les dirigeants persécutés : c'est un défi ouvert aux autorités militaires.

6) Campagne pour la paix et l'Année sainte : l'archevêché de Santiago a lancé la consigne : « réconciliation entre tous les frères ». En l'absence totale d'activités politiques, cette campagne religieuse prend une coloration politique. Elle prévoit des réunions de discussion se terminant par un grand pèlerinage national au temple de Maipo, cela curieusement au moment où le couvre-feu interdit toute réunion.

7) Le Comité pour la paix élabore un rapport sur cent trente-quatre cas de disparus dans les mois de janvier, février et mars, et sur lesquels des témoignages irréfutables avaient été fournis. Ce rapport, présenté à la réunion des évêques du mois d'avril, donna lieu à la déclaration dont on a parlé précédemment. Le directeur du journal mexicain *Excelsior*, qui se trouvait à Santiago, entra en possession de ce rapport et le publia au

Mexique ; il cita les cas d'au moins douze personnes tuées en cours d'interrogatoires, de tortures avec des acides, des cigarettes, à l'électricité, de viols, etc. Le Comité pour la paix, devant le scandale produit au Chili, déclara ne pas avoir donné ce document aux journalistes, sans nier pour autant son existence. Le ministre de l'intérieur, le général Bonilla, convoqua l'évêque Ariztia, président, et le jésuite Salas, secrétaire exécutif du Comité, devant les journalistes, et les soumit à un véritable interrogatoire. Cette conférence de presse marqua le sommet du conflit public entre l'Eglise et la junte.

8) Réaction des évêques de droite : l'évêque de Valparaíso, Mgr Tagle, à la suite de la déclaration des évêques, prononce un sermon dans lequel il fait une comparaison monstrueuse entre le pays et un malade qu'il faut amputer d'une jambe. Ainsi justifie-t-il le meurtre de nombreux ouvriers, la répression et la torture. Un autre évêque, Mgr Fresno, d'un diocèse du nord du Chili, présente aussi la junte comme « envoyée du ciel ». D'autres évêques qui, initialement, avaient appuyé l'action militaire, comme Mgr Valdes de Osorno et Mgr Vicuña de Chillán, à présent se sont tus.

9) Expulsions des prêtres accusés de mener une action subversive : Le porte-parole de la junte annonça à la télévision qu'une « cellule politique ou militaire du MIR, n° 3 » avait été découverte dans une banlieue et qu'elle était composée de prêtres et de diacres du mouvement Chrétiens pour le socialisme. Il s'agissait de montrer que l'Eglise était imprégnée de marxisme. Mais la prétendue appartenance de cette cellule au MIR est en contradiction avec l'affirmation selon laquelle elle préparait la résistance armée et recevait directement des instructions officielles de Moscou. L'objectif était d'expulser du pays les prêtres engagés dans les banlieues de Santiago.

10) Le retour du cardinal : L'archevêché lance un appel pour accueillir le cardinal qui rentre de Rome. Il avait été attaqué, dans la presse et par certains chrétiens durant son absence, et les évêques auxiliaires de Santiago avaient été obligés de faire une déclaration publique dans laquelle ils assumaient sa défense. Dans un accueil presque solennel, la cathédrale était pleine de monde, ainsi qu'une partie de la place d'armes. La police ne tarda pas à faire son apparition. Le cardinal se limita donc à répéter presque textuellement les paroles de son homélie de Pâques et ses critiques antérieures à l'égard de la junte. Il semble se sentir assez fort pour se permettre de le faire.

Ce conflit avec l'Eglise met la junte devant un ennemi difficile à vaincre. Elle ne peut se battre ouvertement contre les évêques sans prendre le risque de perdre l'appui de la plupart des gens simples, sensibles aux valeurs religieuses.

(1) Cf. *Coup d'Etat au Chili*, de Gonzalo Arroyo, Editions du Cerf, Paris, 1974, le chapitre I^{er} « Epreuve de vérité », pages 69 à 78.

(2) Ce document a été distribué en secret aux conférences épiscopales du monde entier, mais la junte le connaissait depuis le mois d'octobre. Cf. : « *Fe cristiana y actuación política* » dans *Documentos del episcopado*, Chile, 1970-1973, Editions Mundo Limitada, Santiago, avril 1974.

(3) Cette déclaration a été accompagnée d'une introduction rédigée par le cardinal au moment où il a publié, introduction qui affaiblissait le texte lui-même. Cependant, cette introduction ne figure pas dans la version officielle distribuée dans les églises, montrant ainsi qu'elle n'avait pas été approuvée par la conférence épiscopale.

Dévaluations, suppression des contrôles de prix, inflation

POUR justifier son coup d'Etat, la dictature militaire chilienne a répété avec insistance que le gouvernement de l'Unité populaire cherchait à ébranler l'économie du pays afin de pouvoir justifier ensuite une complète socialisation de l'économie et préparer un coup d'Etat sanglant contre ceux qui auraient pu s'y opposer. Avec le temps, cette accusation a perdu de sa force et, selon le ministre de l'économie de la junte (1), les « dégâts » causés par l'Unité populaire se réduiraient pour l'essentiel au domaine financier.

Selon les idéologues de la dictature, notamment le ministre de l'économie, la cause fondamentale du déséquilibre financier aurait été le système de taux de change multiples en vigueur sous Allende, comportant, d'après eux, des taux fictifs, sans rapport avec la réalité et déformant les relations de prix sur le marché national et avec l'étranger. Un autre facteur de déséquilibre aurait été un système rigide de contrôle des prix, empêchant le développement de la concurrence et les initiatives des entrepreneurs. Son également incriminés : un système de subvention des prix des produits de grande consommation — pour les maintenir à un niveau démagogique, trop éloigné des coûts réels — et, enfin, l'augmentation continue du déficit fiscal qui nécessitait un recours systématique aux émissions de la Banque centrale et à l'augmentation de la monnaie en circulation.

Décidée par la junte dès les premiers jours du mois d'octobre, la dévalua-

tion est un des piliers de sa politique économique à court terme. Selon *El Mercurio*, l'un des principaux organes au service de la dictature (6 octobre 1973), « une altération de la parité de change peut à court terme, si elle s'accompagne d'autres mesures, produire un impact économique supérieur à celui de la réforme agraire et de la nationalisation du cuivre... » Le rôle ainsi attribué à la dévaluation est disproportionné, mais il correspond parfaitement au mythe...

Cette dévaluation porta le taux de change des importations des différentes catégories de marchandises à un niveau unique de 280 escudos par dollar, équivalant à 4,6 fois la moyenne des taux multiples qui existaient antérieurement (tableau I, page 10). Le taux de change des exportations a également été établi à 280 escudos par dollar, avec une seule exception pour le cuivre, dont le taux de change a été fixé à 110 escudos par dollar. Par la suite, les exportations de la moyenne et petite industrie minière devaient être rattachées au taux de 280 escudos par dollar.

Mais la moyenne du taux de change n'est pas le seul élément à prendre en considération ; il faut tenir compte aussi des proportions dans lesquelles ce taux a été modifié, selon les produits. Les plus touchés ont été les aliments et le pétrole ; les articles de luxe, en revanche, font l'objet d'une dévaluation relativement insignifiante. Ainsi, les denrées alimentaires de première nécessité ont subi un impact huit fois supérieur à

Par ALBERTO MARTINEZ ECHEVERRIA *

celui des articles de luxe. La pression sur les matières premières industrielles a, elle aussi, été considérable. Les conséquences immédiates de cette dévaluation sur les prix ont été si brutales que les responsables économiques de la junte ont préféré maintenir une subvention partielle de denrées alimentaires comme le lait, le pain, l'huile, le sucre et le thé, jusqu'au mois de janvier 1974 : c'est en effet ce mois-là qu'allait être calculé le rajustement des salaires, et il fallait atténuer l'effet de la dévaluation sur l'indice des prix à la consommation.

La modification des taux de change n'étant pas uniforme, les prix relatifs des différents produits se sont eux aussi modifiés. Le tableau I montre que les prix de gros des denrées alimentaires importées ont automatiquement été augmentés de 1 020 % à la suite de la dévaluation. Il est clair, dans ces conditions, que la production agricole atteindra un niveau de prix semblable — que les prix soient libres ou non — puisque la plupart des denrées importées sont aussi produites sur place. D'autre part, le prix des matières premières industrielles

importées doit s'accroître d'au moins 520 % : celui des produits similaires locaux aura tendance à augmenter dans la même proportion, plus ou moins rapidement, entraînant à son tour les prix des autres produits.

Les agriculteurs, et en particulier les producteurs de blé et de maïs, voient ainsi leur prix de vente s'accroître de 1 020 %, alors que leurs coûts s'accroissent en moyenne dans une proportion inférieure : 1 020 % pour les grains, 520 % pour les engrais (la subvention accordée à ces deux produits étant supprimée), 520 % pour les biens industriels intermédiaires, 370 % pour les biens d'équipement. Comme les salaires de la main-d'œuvre n'ont augmenté que de 400 %, les profits des agriculteurs progressent en valeur nominale de plus de 1 020 % et en valeur réelle de plus de 100 %. Cet avantage semblerait avoir diminué ces derniers temps en raison de nouvelles hausses des coûts, dépassant celles qui résultaient strictement de la dévaluation. La situation des producteurs maraichers — petits et moyens propriétaires pour la plupart — est moins avantageuse : avant la dévaluation, les prix de vente établis par le marché étaient déjà à leur niveau maximum. Pour cette catégorie d'exploitants, les coûts augmenteront donc autant que les prix, sinon davantage. Au terme de ce processus, néanmoins, la quasi-totalité de l'amélioration des profits agricoles aura été financée par l'augmentation des prix supportée par la population. En outre, l'accroissement du

revenu agricole intéressera au premier chef les grands et moyens producteurs capitalistes et les intermédiaires, qui dominent la production privée et celle des « asentamientos » (2). On pourrait appliquer le même raisonnement aux autres secteurs de l'économie, les conclusions seraient identiques.

Pour les exportations de la grande industrie minière, un taux spécial de change a été fixé à 110 escudos par dollar. Ainsi, la Banque centrale, seul organisme autorisé à acheter et vendre des devises pour les mouvements commerciaux, a-t-elle pu acheter des dollars à 110 escudos par dollar et les revendre à 280 escudos. Portant sur les exportations prévues des grandes mines de cuivre en 1973 (environ 1 000 millions de dollars), cette opération aurait permis d'obtenir quelque 170 000 millions d'escudos dans une période d'un an, somme équivalente à presque une fois et demie le déficit fiscal de l'année 1973 (3).

(Lire la suite page 10.)

(1) Cf. revue *Que pasa*, Santiago-du-Chili, 22 février 1974.

(2) Un « asentamiento » correspond, en principe, à un ancien domaine exproprié en vertu de la réforme agraire ; c'est une unité de base d'exploitation agricole.

(3) En raison de la hausse historique du prix du cuivre, le résultat a largement varié. La valeur annuelle des exportations peut osciller autour de 2 000 millions de dollars. De même, les modifications ultérieures du taux de change ont augmenté la différence entre la valeur de chaque dollar à la vente et à l'achat.

La dégradation de l'économie frappe durement les salariés et menace les petits producteurs

* Ancien directeur de l'Industrie et du Commerce au ministère de l'économie, M. Echeverría fut aussi, sous le gouvernement Allende, responsable de la planification industrielle à la CORFO (Corporación de Fomento de la Producción) et éditorialiste à *Chile Hoy*.

(Suite de la page 9)

Ces revenus additionnels obtenus par les secteurs capitalistes les plus puissants et par les finances publiques ne sont rien d'autre que la contrepartie de l'augmentation exorbitante des prix des biens de consommation essentiels qui frappe les salariés. Pourtant, les porte-parole de la junte (*El Mercurio*, « Temas economicos », 6 octobre 1973) mettent l'accent sur les avantages du mythe : accélération du développement par une allocation plus efficace des ressources ; accroissement de l'emploi par une hausse relative du coût des équipements ; diminution du déficit budgétaire, etc., sans relever les problèmes réels : renchérissement insoutenable du coût de la vie et crise de la petite et moyenne entreprise qui voit son pouvoir d'achat brusquement diminué.

Un décret publié quelques jours après la dévaluation a mis fin au système de fixation par les organismes d'Etat des prix des articles « déclarés de première nécessité ou d'usage et consommation courants, soit nationaux, soit importés. Les prix seront dorénavant déterminés par les producteurs et importateurs en tenant compte des facteurs permettant de couvrir les coûts légitimes de production ou d'importation..., d'un niveau raisonnable de profit, des impôts qu'établissent la loi et d'autres frais normaux ». (*El Mercurio*, 21 octobre 1973.)

Toutefois, cette libéralisation admettait une exception importante pour les biens de consommation essentiels (4), dont les prix devaient rester soumis au contrôle absolu des autorités économiques.

Tant le ministre de l'économie que ses porte-parole ont justifié cette mesure de libéralisation par la nécessité d'obtenir des prix plus réalistes, qui permettraient d'allouer les ressources avec plus d'efficacité et d'en finir avec... « le contrôle sans discrimination des prix qui est devenu le principal facteur d'inflation » (*El Mercurio*, 20 octobre 1973).

Evidemment, la dévaluation implique une croissance énorme des coûts industriels et des prix des aliments. Néanmoins, la philosophie de la libéralisation consiste à permettre une augmentation des prix, sauf pour les articles soumis à un contrôle, jusqu'à l'épuisement des revenus monétaires de la population, spécialement ceux des travailleurs. A ce stade, le jeu de la concurrence ajusterait les niveaux relatifs, produisant ainsi la stabilité désirée. On sait que dans le schéma idéologique de la concurrence parfaite aucun producteur ne peut dépasser le niveau des prix que fixent l'offre et la demande, sous peine d'être immédiatement exclu du marché. Mais cette façon de présenter le problème passe sous silence une série de réalités dont deux au moins méritent d'être soulignées.

En premier lieu, il est absurde de diviser l'économie en deux parties, l'une monopolistique et l'autre de libre concurrence, qui fonctionneraient dans une indépendance quasi totale, et d'essayer de contrôler la première au moyen d'une vingtaine de produits. Les monopoles, qui se manifestent directement dans quelques branches et sous-branches, exercent, en effet, une influence sur l'ensemble de la structure productive. Il n'est pas possible de trouver une seule ligne de production où la plupart des entreprises ne dépendent pas des grandes sociétés pour leurs fournitures

et approvisionnements en demi-produits.

C'est ainsi, par exemple, que la production des poulets et des œufs met en jeu une infinité de petites et moyennes unités ; néanmoins, la production de poussins d'un jour et d'aliments pour la volaille est concentrée dans une douzaine d'entreprises au maximum. Les petits et moyens producteurs compétitifs, malgré tous leurs efforts, ne pourront jamais empêcher que le niveau des prix soit déterminé par leurs fournisseurs, ces derniers agissant d'un commun accord, discrètement et sans difficulté.

Dans ces conditions, il est clair que la pression monopolistique sur les prix aura pour effet permanent de restreindre le volume physique des ventes et de la production, du fait de la diminution du pouvoir d'achat des salaires. De leur côté, les producteurs compétitifs se verront pris dans un étau, entre la rigidité des prix de leurs fournitures et la faiblesse de la demande des consommateurs. Voyant leurs revenus se réduire proportionnellement, au fur et à mesure du ralentissement de leur activité productive, certains seront condamnés à disparaître du marché.

Responsables et porte-parole de la dictature n'ont cessé de mener une intense propagande contre les pratiques monopolistiques. Pourtant, chaque fois qu'un cas concret de dénonciation est présenté dans la presse, il ne s'agit que d'honoraires des collègues professionnels (médecins, avocats, notaires) ou de l'initiative de quelque association de petits ou moyens producteurs qui essaient de se défendre contre les vrais monopoles. Et cette « dénonciation » des monopoles par l'appareil idéologique prend des allures de défi quand ce même appareil se plaint « des dispositions qui restreignent la liberté de travail », faisant ainsi allusion à la non-mobilité des travailleurs (5), accusant ces derniers de pratiques « monopolistiques » (*El Mercurio*, « Temas economicos », 9 mars 1971). La libre concurrence invoquée par les idéologues de la junte au nom de l'efficacité signifie en réalité que les monopoles ont toute liberté pour extorquer des revenus aux travailleurs et aux moyennes et petites entreprises.

La dévaluation et l'élimination du contrôle des prix se sont traduites par une hausse considérable du coût de la vie. D'après l'Institut national de la statistique, organisme chargé du calcul officiel de l'indice des prix à la consommation, les variations pour les derniers mois de l'année 1973 auraient été les suivantes :

Période	Augmentation mensuelle
Septembre-octobre	16,9 %
Octobre-septembre	87,6 %
Novembre-octobre	5,7 %
Décembre-novembre	4,7 %

Plusieurs raisons permettent d'affirmer que le calcul de cet indice a été l'objet d'une grossière manipulation, d'autant que les autorités mises en place par la junte n'ont guère montré de scrupules pour régler des problèmes bien plus importants que celui-là.

En fait, il est techniquement impossible que, si les hausses se sont produites dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre, l'indice ait augmenté de 87,6 % ce mois-là et seulement de 5,7 % pendant le mois de novembre (6). Si

l'on refait les calculs en se fondant sur les hypothèses les plus conservatrices, il apparaît que l'augmentation au mois de novembre a dû être au minimum de 47 %, et de 175 % dans les deux mois où la hausse s'est manifestée (7), c'est-à-dire qu'au mois de novembre le niveau général des prix a été d'environ trois fois celui du mois de septembre et non pas 1,9 fois comme la junte le soutient. Un échantillon élémentaire de quelques produits de grande consommation confirme que cette affirmation est une hypothèse minimale (voir tableau II).

Enfin, n'importe quel calcul global indirect de l'indice prouve aussi qu'il y a eu escamotage (8).

Dans l'attente des crédits extérieurs

PENDANT les premiers mois de cette année le rythme de la hausse des prix s'est de nouveau accéléré, selon des sources officielles :

Période	Hausse mensuelle	Hausse cumulée
Janvier 1974- décembre 1973 ..	14,1 %	14,1 %
Février 1974- janvier 1974	24,5 %	42,1 %
Mars 1974- février 1974	14,2 %	62,3 %
Avril 1974- mars 1974	15,3 %	86,9 %
Mai 1974- avril 1974	8,7 %	103,3 %

Les responsables de l'économie expliquent ces augmentations par l'influence des prix internationaux et par l'élimina-

En corrigeant le seul mois de novembre, on obtient le pourcentage exact des hausses intervenues entre septembre et décembre (voir tableau III).

Sur la base de cette manipulation, la junte a annoncé que les rémunérations seraient relevées à partir de janvier 1974 proportionnellement à la hausse des prix, c'est-à-dire de cinq fois. A vrai dire, une diminution de plus de 40 % du pouvoir d'achat des salaires et des traitements était en train de se produire, aussi importante que celle du mois de janvier 1973 — le pouvoir d'achat s'était déjà détérioré aux mois de novembre et décembre 1972 (9).

tions atteint des produits alimentaires de grande consommation populaire : pain, huile, sucre, thé, lait.

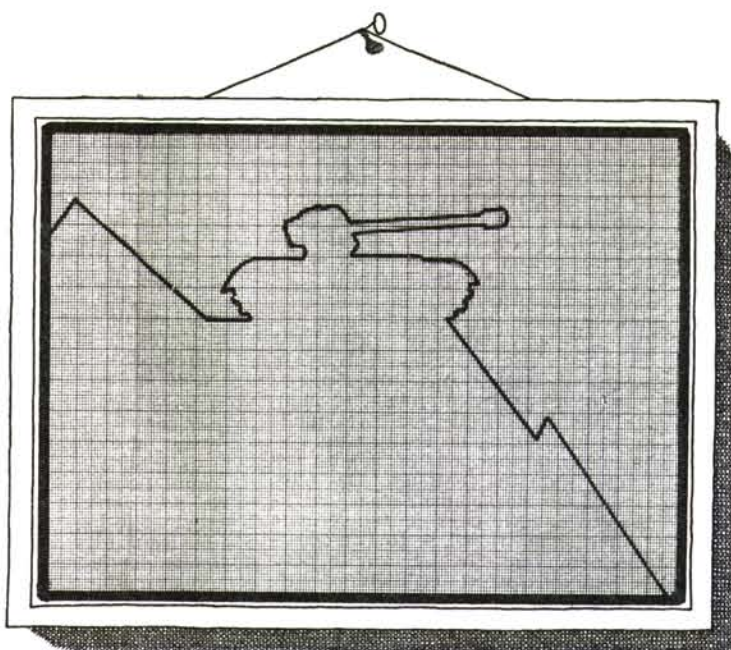
En vérité, la junte s'est engagée à suivre l'orthodoxie du Fonds monétaire international, qui exclut toute forme de subvention : « Le gouvernement aurait déjà accepté de mettre fin aux subventions pour offrir une garantie autorisant l'accès aux indispensables crédits extérieurs. » (Que Pasa, 22 janvier 1974.)

Dans les explications officielles, on ne trouve pas trace de la cause de pression permanente sur les prix que constituent les dévaluations périodiques qui se sont produites au cours de ces derniers mois. Pourtant, jusqu'au 21 mars, huit nouvelles modifications du taux de change sont intervenues. Ce taux est passé de 280 à 525 escudos par dollar, c'est-à-dire

Malheureusement pour les fabricants de mythes, même s'ils réussissent à maintenir le niveau de vie misérable des ouvriers et des employés, ou à le réduire encore, les pressions inflationnistes ne disparaîtront pas pour autant. On a déjà souligné que l'économie chilienne était dominée par l'influence des monopoles. Dans le régime de liberté des prix qui a été établi, ces monopoles ont réduit la consommation d'une grande partie de la population de façon radicale. Mais le niveau de la production est affecté, sauf quelques exceptions mineures, par la réduction drastique de la capacité de consommation du pays. Les chutes verticales des ventes pendant les mois d'octobre et de novembre de 1973, qui commencent d'ailleurs à se reproduire, sont assez connues. Or la diminution des ventes a une influence presque immédiate sur la production et sur l'emploi.

On pense souvent que le niveau exceptionnel atteint par le prix du cuivre pourrait atténuer considérablement les pressions de l'inflation en permettant une augmentation des importations. Le problème actuel n'est plus celui d'un excès de demande monétaire pouvant être satisfait par une disponibilité additionnelle de biens. Bien au contraire, la réduction radicale du pouvoir d'achat maintient la demande à un niveau de contrainte, si l'on parle en termes réels. On s'efforcera donc d'utiliser l'augmentation des revenus du cuivre pour accroître les réserves en devises. Quelques cris d'alarme commencent à se faire entendre à propos de la croissance de ces réserves, et un mouvement s'est déjà amorcé pour stimuler les importations au moyen d'une réduction des tarifs. Ces mesures peuvent effectivement noyer les pressions de l'inflation, mais toujours sur la base d'une contrainte sur le niveau d'activité économique industrielle. En fait, seul un processus d'investissement très accéléré, qui augmenterait rapidement l'emploi et la demande malgré la diminution des salaires et des traitements, pourrait sortir l'économie chilienne de ce cercle vicieux. La junte militaire et ses conseillers économiques attendent avec confiance que les investissements étrangers et les nouveaux marchés extérieurs de la production industrielle les sortent du puits. Mais il faudra beaucoup de temps, au moins deux ou trois ans, pour que ces facteurs produisent leurs effets. Pour l'instant, le système reste déchiré entre la crise de la production et la stagnation engendrée par l'inflation.

ALBERTO MARTINEZ ECHEVERRIA.



que la valeur établie au mois d'octobre a été presque doublée. D'autre part, en raison de la rigidité des taux des profits, des rentes et des intérêts, toute augmentation des frais courants ou fixes se répercute rapidement sur les prix.

Après l'élimination des subventions, après les dévaluations nécessaires pour obtenir un taux de change unique, après la réduction du déficit fiscal et le contrôle énergétique de l'expansion du crédit, les conditions ne seraient-elles pas créées pour réduire à un minimum les pressions de l'inflation et contrôler ensuite l'augmentation des prix ?

Les théoriciens du régime en semblent convaincus. Dans leur schéma, à partir d'une situation comme celle-là, les seules pressions nouvelles à redouter proviendraient de la nécessité d'augmenter les salaires pour compenser partiellement la perte du pouvoir d'achat. C'est-à-dire que désormais les causes de l'inflation résideraient dans le désir irraisonné des travailleurs d'« améliorer leur niveau de vie ». Mais tant que le taux de profit, en particulier dans les grandes entreprises, restera aussi rigide — les mesures prises par la junte ont tout fait pour renforcer cette rigidité, — n'importe quelle augmentation de salaires se répercutera immédiatement sur les prix.

Les responsables économiques de la dictature pensaient certainement éviter le problème en faisant appel à des sacrifices transitoires, imposés par les armes, en vue d'une stabilité et d'une amélioration futures qui paraissent chaque jour plus lointaines.

Tableau I. — MODIFICATIONS DU TAUX DE CHANGE DES IMPORTATIONS
Les denrées alimentaires ont été, avec le pétrole, les plus touchées par la dévaluation.

GROUPES DE PRODUITS	Part dans les importations du Chili	Taux de change au 10-9-73 (nombre d'escudos pour 1 dollar)	Nouveau taux de change	Augmentation (en pourcentage)
A. Produits alimentaires et pétrole...	37 %	25	280	1 020 %
B. Matières premières industrielles (textiles, chaussures, produits métalliques, etc.)	21 %	45	280	520 %
C. Equipements et pièces de rechange (matériel de transport inclus)	37 %	60	280	370 %
D. Articles de luxe (1)	15 %	200	280	40 %
TOTAL ou MOYENNE	100 %	50	280	460 %

(1) Sous l'Unité populaire, les catégories 1 et 2 des articles de luxe avaient des taux de change respectifs de 120 à 240 escudos pour 1 dollar.

Tableau II. — HAUSSE DES PRIX DE QUELQUES ARTICLES SÉLECTIONNÉS
Une augmentation réelle plus forte que ne le laissent entendre les calculs officiels.

Produits (1)	Unité	Prix au 10-9-73 (en escudos)	Prix au 31-10-73 (en escudos)	% d'augment. du 10-9 au 31-10	Prix au 31-1-74 (en escudos)	% d'augment. du 10-9 au 31-1
Pain	(2) kg	11,50	40,00 (3)	348	134,00	1 165
Sucre	(2) »	25,00	120,00 (3)	480	280,00	1 120
Lait	(2) litre	7,00	30,00 (3)	429	60,00	857
Huile	(2) »	36,00	352,00 (3)	978	460,00	1 278
Transport	(2) 1 voyage	4,00	13,00	325	30,00	750
Cigarettes	(2) paquet	45,00	70,00	155	150,00	333
Essence couran.	(2) litre	3,00	35,00	117	95,00	3 170
Essence super.	(2) »	9,00	70,00	978	140,00	1 555
Kérosène	(2) »	1,50	10,00	667	65,00	333
Pâtes	kg	26,00	50,00	192	320,00 (4)	1 230
Thé	kg	40,00	300,00 (3)	750	1 120,00 (4)	2 800
Café soluble	boîte	13,00	—	—	750,00 (4)	5 770
Allumettes	paquet	20,00	—	—	80,00 (4)	400
Butane	bouteille	55,50	195,00	351	1 200,00 (4)	2 160
Savon	pain	1,50	—	—	57,00 (4)	1 000
Cinéma	entrée	20,00	130,00	650	200,00 (4)	1 000

(1) Tous les produits sont sous contrôle officiel des prix sauf : savon, café soluble, produits textiles et cinéma. (2) Revue *Que Pasa*, Santiago-du-Chili, 23 février 1974. Le reste correspond à des observations faites directement à Santiago.

(3) Subventionnés, du mois d'octobre 1973 au mois de février 1974. (4) Prix au 11 mars 1974.

Tableau III. — AUGMENTATION DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
La junte minimise les hausses survenues en novembre 1973.

Période	% d'augmentation officiel	% d'augmentation corrigé	% d'augmentation (Augmentation cumulée) officiel	% d'augmentation corrigé	Indice (décembre 1972 = 100) officiel	Indice corrigé
Décembre 1972-septembre 1973	192,8	192,8	192,8	192,8	292,8	292,8
Septembre-octobre 1973	87,6	87,6	449,2	449,2	549,2	649,2
Octobre-novembre 1973	5,6	47,0	480,5	708,0	580,5	808,0
Novembre-décembre 1973	4,7	4,7	507,8	746,0	607,8	846,0

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

Fondée en 1899,
de réputation internationale,
cette Ecole vous apporte la sécurité pour l'instruction
et l'éducation de vos fils.

ÉCOLE PASCAL

à PARIS, 33, bd Lannes
75116. - Tél. : 504-14-23

AUTOBUS - METRO :
Porte Dauphine ou Pompe

à MORZINE (Haute-Savoie)
74110. - Tél. : 187

S.N.C.F. : Thonon
AÉROPORT : Genève

INTERNAT - DEMI-PENSION - EXTERNAT

Du jardin d'enfants
aux BACCALAUREATS

Du jardin d'enfants
à la classe de Troisième (B.E.P.C.)

Sports et plein air
au bois de Boulogne.
Laboratoire. Week-ends organisés.

Sports l'été - Ski l'hiver.
Vie saine à la montagne.
Surveillance médicale.